



Situation politique

Consultations entre Marcel de Souza et les acteurs politiques

Le président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), Marcel Alain de Souza, a mené des consultations avec des acteurs de la classe politique togolaise à Lomé et a clos ces entrevues le mercredi dernier avec le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé.

P 3

FINANCE

Mazamesso Assih pour donner un coup d'accélérateur à l'inclusion financière et au secteur informel



P 3

CULTURE

Boxe Suspendu, le président de la CAB Kelani Baylor va faire appel au TAS



P 9

EDITORIAL

Ne ratons pas ce tournant !

Notre opposition qui cultive volontiers la nostalgie d'une Constitution qui date 1992 et qui a été prise au cœur des agitations et des moments particulièrement troubles de notre pays a la formidable occasion de se projeter dans l'avenir avec la nouvelle proposition de loi du gouvernement allant dans le sens de la révision constitutionnelle. Vingt-cinq après cette Constitution de 1992 et quinze après son toilettage, tout le Togo va pouvoir trouver le rayonnement d'une nouvelle Constitution...

P 3

DEVELOPPEMENT



36ème Session du Conseil des Droits de l'Homme / Evénement parallèle
Comment les droits de l'homme s'expriment à travers des programmes de développement au Togo

Le Togo qui est membre du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, a été très actif à la 36ème session du Conseil qui a cours à Genève. « ODD : Pour ne laisser personne derrière, Commençons le développement à la base », tel est le thème autour duquel la délégation ...

PP 6 & 7

DEMANDEZ VOTRE ASSURANCE VISA SCHENGEN
NE PAYEZ PLUS 2 FOIS !

Carte Visa Banque Atlantique
Assurance voyage gratuite pour toute demande de Visa Schengen

Togo / Elevage

Des géniteurs de race améliorée pour booster la productivité des petits ruminants

Au Togo, l'élevage est l'une des premières sources de revenus pour de nombreux habitants, surtout ceux vivant en zone rurale. Et le rêve de tout éleveur est de voir son cheptel grandir et se reproduire. Mais comment parvenir à ce résultat et subvenir aux besoins de sa famille lorsqu'on n'a qu'un seul bélier, qui est impuissant de surcroît ? C'est justement des cas d'infertilité comme celui-là que le gouvernement togolais tente de résoudre à travers le développement d'un centre de production et de sélection de géniteurs de race améliorée. Un centre, dont la création a été financée par la Banque Mondiale, à travers le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO).

Eleveur traditionnel à Agou Gadjawouké, une localité située à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Lomé, Yao Djitri est propriétaire d'un troupeau de plus d'une vingtaine de moutons. Ce brave homme a fait de l'élevage une de ses sources de revenus et c'est d'ailleurs grâce à cette activité qu'il subvient aux besoins de sa famille. Son souhait a donc toujours été de voir ses moutons se multiplier et son cheptel s'accroître. Seulement voilà, l'unique bélier du troupeau n'assume pas convenablement ses charges de géniteur. Une grande déception pour Yao Djitri.

'Ce bélier m'avait séduit à première vue. Son vendeur m'avait dit qu'il me ferait beaucoup de petits et je l'ai même surnommé +Zodédé+, c'est-à-dire 'puissance'. Mais je me rends compte que je me suis trompé à son sujet. Franchement je suis déçu par ses performances. Il ne m'arrange pas du tout', se plaint Yao. D'après lui, il arrive que +Zodédé+ fasse preuve



Un bélier de la race améliorée Djalonné au centre de production de Kolokopé

de virilité quelques rares fois. Mais le résultat n'est toujours pas à la hauteur de ses attentes vu que les petits qui viennent de lui ne se développent pas comme il le faut...

Suite à la page 11



Afrique
Elections et observations électorales

P 4



Innovation
De jeunes togolais créent un insecticide bio à usage agricole

P 5



Cameroun
De l'art à base d'objets recyclés

P 9



UFOA 2017
Le Togo éliminé après avoir perdu contre la Côte d'Ivoire

P 10



Situation des Exploitations ...
Atelier d'appropriation et d'évaluation du rapport ...

P 11



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : +228 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Mson de la Presse: Casier N° 53

Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3^e Mson
avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Comité de rédaction :
Carlos Amevor
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Rachidou Zakari
Alexandre Wémima

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Chargée d'affaires:
Dédé Babanawo

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: RAD-GRAPHIC

Distribution :
Togomatin marketing

Tirages : (2000 exemplaires)

Haho
Visite de la plateforme du PRADEB

Le préfet de Haho, Awo Tchangani, et plusieurs délégations ont visité le 6 septembre 2017 les plateformes du Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) de la ville de Notsè.

Cette visite de terrain se situe dans le cadre du suivi des activités du PRADEB et vise à donner plus de visibilité aux projets dudit programme. Les sites visités sont les sociétés coopératives Solimwè de Macoulécopé, Hagnon au nord de Notsè et l'atelier de couture Jésus-Christ ma lumière au centre-ville.

Pour le président régional en charge de la sélection des projets, M. Agossou Mawuli, la tournée a permis de constater le démarrage effectif des différents projets qui ont fait objet de financement par le PRADEB.

Moyen-mono
Rapport d'activité de la CMR adopté

L'Association Colombe du Monde Rural (CMR) a tenu son congrès statutaire consacré à l'adoption de son rapport d'activité à Tohou dans le Moyen Mono.

Le congrès tenu le 5 septembre dernier a permis aux membres d'adopter les différents rapports d'activités et de mener des réflexions sur le bilan des programmes en cours. Il a été également question de suivre des communications sur les enjeux de la décentralisation et de revisiter les statuts et règlement intérieur de la CMR.

A l'issue des travaux, un conseil d'administration de neuf membres présidé par Azondjani Kodjo a été élu pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. Le bureau a pour rôle d'assurer la normalisation des activités de l'association et de gérer les problèmes d'organisation.

Amou
Echanges à Amlamé pour la paix

Le député du parti Union pour la République (UNIR), l'Honorable Gnatcho Mawuèna a organisé le 2 septembre 2017 une rencontre d'échange avec les responsables cantonaux de sa formation politique à Amlamé. Par cette initiative, le député a voulu discuter des voies et moyens en vue de préserver la paix et la cohésion sociale dans la localité.

La rencontre a été placée sous le thème « La mobilisation autour de la politique de paix, de cohésion sociale et de non-violence prôner par le Président Faure Gnassingbé ». Le député Gnatcho a convié les militants à se mobiliser autour du président de la République, à vivre dans l'harmonie et dans la solidarité, à respecter les consignes du gouvernement et à éviter les provocations.

Zio
Don de table-bancs à Tsévié

L'association des cadres du Zio a offert 500 table-bancs aux écoles publiques de Tsévié. Le don a été réceptionné le 8 septembre dernier par le préfet de Zio Etsè Kodjo Kadevi. L'objectif de ce don est d'accompagner les établissements scolaires de tous les cantons de Zio et permettre aux élèves et enseignants de travailler dans de meilleures conditions.

Le préfet Etsè a exprimé sa gratitude et celle des bénéficiaires aux donateurs. Il a invité d'autres bonnes volontés à emboîter les pas de cette association dans un esprit de patriotisme afin de garantir l'avenir de la jeunesse. Pour le représentant des donateurs, Adraké Kodjo il est du devoir des fils du Zio d'assister les parents dans l'éducation des cadets qui sont la relève de demain.

Anié
Lancement du projet d'aménagement sanitaire

Le projet d'aménagement de la santé maternelle et néonatale et la planification familiale a été lancé le 07 septembre 2017 à Anié. L'objectif est de renforcer le système sanitaire avec le ministère de la santé et améliorer la qualité des soins dans les formations sanitaires.

Lors du lancement, le projet a été présenté aux autorités locales et à la population bénéficiaire afin de susciter leur adhésion et appropriation. Ce projet sera mise en œuvre dans 12 formations sanitaires dans la région des Plateaux dont l'hôpital d'Anié. Il est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de plus de 2 millions de F Cfa et Plan International Togo à 132 millions de F Cfa.

Lacs / Ekpe-Ekpe 2017
Mlle Paass Fiona élue Miss

La grande finale de Miss Ekpe- Ekpe édition 2017 a livré son verdict le 10 septembre 2017 à Aného. Mlle Paass Fiona été couronnée ambassadrice de la beauté des Guins. Agée de 20 ans, mademoiselle Paass est étudiante en première année de communication des entreprises. Elle mesure 1,71 m pour 68 kg. Elle a pour première et deuxième dauphines Accoh Adjélé et Homawoo Edwige. Milles Foligan Kokoè Ruth et Lawson-Oloukounlé Tchotcho complètent le tableau avec les titres de Miss Fair Play et Amitié.

Le préfet des Lacs, Daté Bénissan-Tétévi a encouragé le jury et tous les cadres à porter assistance à l'organisation pour que cette fête soit plus rayonnante.

Rassemblés par C. Amevor

...Un événement à la mesure de la nouvelle donne que les récents événements dans notre pays impose, avec la recomposition de la carte politique, la montée de nouvelles figures, etc. Et c'est historique. L'objectif pour le Togo n'est pas seulement de se doter d'une constitution revue. Au pari de se doter d'un texte novateur adapté aux réalités d'aujourd'hui, s'ajoute un autre pari, consensuel celui-là, tout aussi difficile à relever.

Les signes en sont déjà visibles avec le jeu de l'opposition qui

consiste assurément à passer quelques heures à l'Assemblée nationale et à chercher à passer le plus clair de son temps dans la rue pour chercher son consensus à elle.

L'image de rédempteur et de garant de la morale politique, que des leaders de l'opposition ont réussi à se construire auprès de l'opinion en quelques semaines d'exercice en ouvrant avec grand fracas le dossier vétuste de la Constitution de 1992 et en s'attaquant de front aux Institutions ainsi foulées au

pied, s'effiloche. Leur incohérence ne joue guère en leur faveur.

Dans la culture populaire, garder le silence face à une accusation vaut reconnaissance de la culpabilité. Il est des moments et des circonstances particulières pour un homme politique ou public où la transgression du principe de respect de l'obligation de réserve vaut bien tous les risques, pour défendre sa gestion et son honneur.

Le parti présidentiel majoritaire à l'Assemblée nationale accuse

le coup du jeu d'incohérence et d'arrogance de certains députés de l'opposition sans broncher, laissant ses adversaires, avec lesquels il croise le fer dans cette bataille presque homérique de s'agiter, de se délecter de leur ego politique, etc.

L'enjeu de cette révision est de taille et l'opposition n'a aucune raison de s'agiter sans que rien ne se soit passé à l'hémicycle.

Dieudonne Korolakina

Finance inclusive Mazamesso Assih pour donner un coup d'accélérateur à l'inclusion financière et au secteur informel

La Finance inclusive et le secteur informel, deux chantiers des plus importants du gouvernement togolais ces 3 dernières années aura désormais comme patronne Mme Mazamesso Assih, une professionnelle qui a une parfaite connaissance des deux secteurs.

Nommée mardi dernier Secrétaire d'Etat auprès du Président de la République, chargé de la finance inclusive et du secteur informel, Mme Mazamesso Assih fait son entrée au gouvernement à un moment opportun du mandat social du chef de l'Etat. Avant sa nomination elle était responsable de la cellule assurance du Fonds national de la finance inclusive (FNFI). La Finance inclusive quitte ainsi le ministère du Développement à la base, de l'artisanat et de l'emploi des jeunes piloté par Mme Victoire Tomégah Dogbé qui est par ailleurs la directrice de cabinet du président de la république.

Mardi dernier Mme Mazamesso Assih a ainsi pris fonction, après une cérémonie de passation de service tenue au ministère du développement à la base.

« Je mesure le poids de la charge qui m'a été confiée et le défi que nous devons ensemble relever pour le bien-être de nos populations. Avec l'équipe du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et maintenant le secteur informel qui se joignent à nous, nous ferons de notre mieux pour répondre aux attentes et aspirations des couches les plus vulnérables et essayer de contribuer au développement social et économique attendu via ces deux instruments », a-t-elle déclaré.

Le programme FNFI a été lancé en janvier 2014 par le gouvernement. Il a pour objectif de promouvoir l'accès des togolais aux services financiers.

Qui est Mazamesso Assih ?

L'exécutif togolais ouvre ses portes à Mme Assih Mazamesso pour assurer la fonction de Secrétaire d'Etat auprès



Mlle Assih Mazamesso

du Président de la République chargé de la finance inclusive et du secteur informel.

Technicienne avisée des assurances, de la microfinance et du Risk Management, la Ministre était depuis juillet 2014, Responsable de cellule assurance du Fonds national de la finance inclusive du Togo (FNFI).

Le secteur informel et la finance inclusive sont deux grands chantiers lancés par l'Etat togolais depuis quelques années pour donner une réponse institutionnel aux voix des sans voix de notre société. Le défi de ce département réside certainement dans la mobilisation des ressources pour les couches vulnérables, exclus de la finance classique et la restructuration économique du secteur informel. Ce défi paraît immense pour celle qui a à peine 38 ans.

Cependant, des indiscretions relèvent que Assih Mazamesso a de solides capacités managériales acquises lors de ses précédentes expériences. De 2003 à 2013, elle a mené avec aisance divers projets relatifs à la maîtrise des risques de grands groupes européens et des missions d'audit dans la sous-région ouest-africaine.

Ses anciens collègues de EDF Assurance, AON, Peugeot SA, Generali, HAZ Consulting et du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions de France (FGAO) ne l'appelleront certainement plus Miss Maz, mais plutôt Madame le Ministre.

Rachidou Zakari

Situation politique Consultations entre Marcel de Souza et les acteurs politiques

Le président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), Marcel Alain de Souza, a mené des consultations avec des acteurs de la classe politique togolaise à Lomé et a clos ces entretiens le mercredi dernier avec le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé.

Après ses entretiens, de Souza a estimé qu'il y a, au niveau des acteurs politiques togolais, une volonté de dialogue pour faire les réformes sur la limitation du nombre de mandats, le mode de scrutin à deux (2) tours et le vote de la diaspora.

Et pour qu'advienne les réformes, le président de la Commission de la CEDEAO a fait savoir qu'il faut que les 4/5 des députés c'est-à-dire 73 députés ou à défaut recourir à la voie référendaire.

Nous vous proposons ici, un extrait de la déclaration du président de la Commission de la CEDEAO.

« Nous sommes venus depuis mardi dans le cadre de la crise que traverse le Togo. Nous avons rencontré toutes les parties, en commençant d'abord par la Mouvement présidentielle. Nous avons donc rencontré le ministre de l'Administration territoriale, le ministre de la Sécurité. Nous avons aussi rencontré les responsables du parti UNIR, M. Gilchrist Olympio, président de l'UFC, ainsi que le CAP 2015 qui regroupe l'ensemble des 14 partis de l'opposition. Enfin, nous avons rencontré la société civile y compris les syndicats, les religieux, etc. La CEDEAO, comme dans l'esprit de ses pères fondateurs, recherche, un espace unifié, un destin commun. Donc, partout où il y a une crise, nous devons y aller, puisque nous avons un protocole sur la prévention, le règlement et la gestion des crises.

Et nous ne pouvons pas rester sans rien faire surtout qu'actuellement, le président de la République Togolaise est en même temps le président de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO. Alors, des consultations que nous avons eues avec toutes les parties, que ce soit du gouvernement ou bien de l'opposition, il ressort qu'il y a une volonté de dialogue, pour faire les réformes. Et les réformes, vous le savez, portent d'abord sur la limitation du nombre de mandats. La



Marcel Alain de Souza

deuxième réforme souhaitée, concerne le mode de scrutin à deux tours. La troisième, c'est le vote de la diaspora. La plateforme a ajouté deux autres réformes dont celles des institutions pour qu'elles servent de contrepois à la démocratie. Et enfin, il y a le cas des personnes qui ont été arrêtées, et dont certaines auraient été jugées. Nous avons promis que nous allons présenter ces doléances au chef de l'Etat et faire le point...

Ce que nous recherchons, vraiment, c'est de parvenir à ces réformes par la voie de la paix parce que nous avons noté que toutes les crises, tous les affrontements finissent toujours par le dialogue autour d'une table. Pourquoi ne pas faire économie de ces affrontements qui se termineront par un bain de sang ? Nous avons rappelé aux opposants, comme à la mouvance présidentielle que leur patrimoine commun s'appelle le Togo et ils se garder de le déchirer. On sait d'où part une balle mais on ne sait pas où elle atterrit. Et donc, si on déchire le Togo, qu'est-ce qu'il nous restera?... »

TM

Sommet Afrique-Israël Report « pour une meilleure organisation »

Le gouvernement a annoncé le report à une date ultérieure du sommet Afrique-Israël qui devrait normalement se tenir en octobre à Lomé.

Annoncé dans un premier temps par le ministère israélien des Affaires Etrangères, le report de la première édition du sommet Afrique-Israël a été confirmé le 11 septembre dernier par un communiqué de la présidence. Le report

permettra d'optimiser les préparations et d'assurer la réussite du sommet.

Le communiqué rendu public a fait savoir que « Suite à la demande du président de la République togolaise

et des consultations avec le Premier ministre de l'Etat d'Israël, il a été décidé d'un commun accord de reporter le sommet Afrique-Israël, qui devait avoir lieu au mois d'octobre à Lomé, et de convenir d'une nouvelle date ».

En vue d'assurer à cette rencontre à venir une meilleure organisation, le communiqué a précisé que « Dans les semaines prochaines, Israël va promouvoir des consultations en Afrique, aussi bien sur le plan bilatéral

que dans des forums régionaux sur le continent, pour garantir le plein succès du sommet ».

Si le sommet a été reporté, aucune date n'est pour le moment annoncée pour sa tenue. Le sommet à Lomé devait réunir une délégation israélienne composée d'officiels et d'investisseurs, et une trentaine de dirigeants africains sur les thèmes de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme et du développement économique.

CA



Afrique Elections et observations électorales

On le savait depuis belle lurette: l'observation des élections en Afrique n'a pas grande utilité. Elle ne sert ni l'enracinement de la culture démocratique, ni la transparence des processus électoraux sur le continent. Toutefois, on était loin d'envisager le naufrage de l'observation électorale que vient de provoquer l'invalidation par la Cour suprême kényane des résultats du scrutin présidentiel du 8 août.

Les juges de la plus haute institution du pays ont estimé, le 1er septembre, que la réélection du président sortant, Uhuru Kenyatta, était tellement entachée d'irrégularités qu'il n'y avait aucune autre alternative que sa reprise complète. Quelques jours plus tôt, pourtant, les observateurs internationaux avaient quant à eux estimé que la présidentielle avait été libre et crédible. Même la délégation du National Democratic Institute (NDI), conduite par l'ancien

des personnalités à l'agenda surchargé sont mandatées par des organisations internationales pour aller observer des élections. Faute de temps, elles arrivent la veille ou l'avant-veille du scrutin, rencontrent quelques sensibilités politiques individuellement ou collectivement à leur hôtel. Le jour du scrutin, ces mêmes personnalités font le tour de quelques bureaux de vote de la capitale et, au mieux, de sa périphérie, puis rendent une déclaration sur la bonne tenue



Uhuru
Kenyatta

secrétaire d'Etat américain John Kerry, n'avait rien trouvé à redire aux conditions d'organisation des opérations électorales.

En réalité, ce n'est pas la première fois que les observateurs électoraux ne « voient » pas l'évidence lors d'une élection organisée sur le continent. Leurs turpitudes avaient jusqu'ici été masquées par les décisions d'institutions d'arbitrage aux ordres du pouvoir.

Qu'il soit effectué pour le compte d'organisations internationales comme la Francophonie, l'Union africaine ou les communautés économiques sous-régionales (Cédéao, SADC, Ceeac), le travail d'observation électorale a été dévoyé depuis très longtemps en Afrique. Il s'est transformé en business et en mercenariat. Ainsi,

des élections. Avec souvent, pour principal critère d'appréciation, le fait qu'il n'y ait eu ni bousculade, ni bagarre dans les bureaux qu'ils ont visités.

Dans sa forme actuelle, qu'elle soit effectuée par des observateurs mandatés par les organisations internationales ou par des freelance, l'observation électorale ne sert qu'à enrichir des individus peu scrupuleux et à conforter des régimes en mal de légitimation. Le grand perdant de la présidentielle kényane n'est ni le président sortant Uhuru Kenyatta, ni son challenger Raila Odinga, mais ce faux-nez de la transparence démocratique. Telle qu'elle est pratiquée, l'observation des élections est une mascarade qui doit tout simplement être abandonnée.

Lemonde.fr

Côte d'Ivoire / Présidentielle 2020 Retour de l'ascenseur à Bédié ?

Parvenu au pouvoir en 2011 grâce à une alliance entre le PDCI de l'ancien président Henri Konan Bédié et les Forces nouvelles de Guillaume Soro, le RDR du président Alassane Ouattara a aujourd'hui du mal à mobiliser ses anciens alliés. Au 3ème congrès du RDR la semaine dernière, les deux grandes figures de proue de l'alliance de 2010 ont brillé par leur absence. Un fait qui n'est pas passé inaperçu, même si Henri Konan Bédié s'est fait représenter.



Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié

Le parti d'Alassane Ouattara avait remporté les élections en 2010 et en 2015 grâce à une coalition, le Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP), avec quatre autres partis (dont le PDCI et l'UDPCI) et une alliance avec les Forces nouvelles de Guillaume Soro. Une coalition et une alliance qui, sept ans plus tard, sont au plus mal.

Désaccord sur les listes aux législatives de 2016, récentes mutineries, limogeages de membres ou proches des divers camps par le pouvoir de Ouattara, sentiment d'exclusion des instances dirigeantes, ambitions pour la présidentielle de 2020, les raisons de la discorde sont multiples.

Attendus au congrès des 9 et 10 septembre, Henri Konan Bédié et Guillaume Soro ne se sont pas déplacés. Si le premier a envoyé un représentant, il a tout de même tenu à rappeler, dans une adresse lue en son nom, la nécessité « d'un esprit de solidarité, de partage et parfois d'effacement quand l'intérêt supérieur du pays le commande, comme il a eu à le faire en octobre

2015 ». Rappel de sa renonciation de candidature au premier tour de la présidentielle de l'époque et dont il attend fermement le retour d'ascenseur pour l'échéance de 2020. Le second, Guillaume Soro, s'est contenté d'un communiqué de presse à la veille de l'ouverture du congrès, arguant qu'il n'avait été ni de près ni de loin associé à ses travaux.

Au vu de tout ceci, Ouattara pourra-t-il faire tenir sa promesse en 2020 juste au moment où son dauphin, Guillaume Soro est tout simplement écarté ? La coalition RDR-PDCI saura-t-elle convaincre les ivoiriens en 2020 pour ramener Henri Konan Bédié au pouvoir ? L'on est presque amené à répondre par la négative. Et peut-être, c'est la raison pour laquelle Ouattara a diplomatiquement décliné la présidence du parti.

Mais tout reste possible et d'ici l'an 2020, l'échiquier politique ivoirien pourra vite se redessiner, et peut-être même voir la montée de Soro qui tente depuis peu un rapprochement avec Gbagbo.

T.M.

Sénégal / Majorité au pouvoir Des démissions en cascade

L'euphorie de la victoire de la majorité présidentielle aux législatives ne sera que de courte durée. Aussitôt le nouveau gouvernement formé, on enregistre des démissions dans le camp du parti du président Macky Sall à qui il serait reproché des nominations arbitraires faites par affinités.

Que ce soit Youssou Touré, de Thérèse Faye Diouf, Coordinatrice de la Convergence des Jeunes Républicaines (Cojer), Yakham Mbaye, désormais ex Secrétaire d'Etat à la communication, tous ces cadres ont rendu leur tablier en début de semaine. Ils reprochent au président Sall des injustices internes qui durent depuis longtemps.

Mais Yakham Mbaye semble

relativiser sa démission en affirmant qu'elle est une « décision personnelle qui n'a rien à voir avec la formation d'un nouveau gouvernement. Je tiens à préciser que cette décision n'a absolument rien à voir avec la formation d'un nouveau gouvernement. Elle n'a non plus rien à voir avec mes relations avec le Président de la République qui sont au beau fixe ».

A cela, s'ajoute la déception des



Macky Sall

militants de Kaffrine, au Centre du Sénégal, rentrés en dissidence contre leur parti, l'APR de Macky Sall, pour n'avoir pas aussi bénéficié de poste dans le nouveau

gouvernement formé il y a quelques jours. Cette région promet des lendemains chauds au Président Macky Sall.

T.M.

Innovation

De jeunes togolais créent un insecticide bio à usage agricole

Des jeunes agronomes togolais ont élaboré à base de neem et d'autres produits végétaux, un insecticide naturel et efficace capable de protéger les cultures, les plants contre des envahisseurs comme les insectes et autres qui pèsent souvent sur les récoltes.



Un jardinier arrosant son champ de tomates

Nombreux sont ces agriculteurs qui rencontrent d'énormes difficultés dans la protection de leurs cultures contre les envahisseurs. Au Togo, un jeune agronome, Razak Adjéi et ses amis sont parvenus à partir

d'une vieille recette traditionnelle à mettre sur pied un produit bio pour apporter une solution à ce problème. L'insecticide « Protra-bio » qu'ils ont fabriqué est un produit bio sans additifs industriels et donc sans conséquences sur l'organisme humain. « Protra-bio » est commercialisé par l'entreprise Tar Agro que les jeunes entrepreneurs voient déjà comme une structure pas comme les autres. Ils ont des rêves, ils ont des idées et croient fort en l'avenir de leur projet. En tout cas, c'est l'impression qu'ils donnent lorsque nous les avons rencontrés la semaine dernière au cours de la foire des jeunes entrepreneurs « Adjafi ».

« La mise sur pied du produit dénommé Protra-Bio va soulager considérablement les agriculteurs togolais », expliquaient-ils.

Le Protra-bio est un complément riche en Azadirachtine et fabriqué à base de neem encore appelé le margousier. Il

est destiné à lutter contre les insectes, les chenilles, les fourmis, les nématodes et bien d'autres espèces qui constituent pour les cultures des ennemis incontournables. Pour son usage, ce produit est à diluer dans 15 litres d'eau et ensuite pulvériser sur les cultures en question. Une fois au contact avec ce mélange les cultures sont désormais à l'abri des prédateurs qui sont ces insectes nuisibles.

Pour Jolie, l'une des collaboratrices de Tar Agro, entreprise productrice de Protra-Bio la raison principale ayant conduit à cette initiative est la lutte contre la défaillance des rendements agricoles. Pour elle il est nécessaire de protéger la santé humaine à travers l'alimentation et c'est le motif qui explique cet aspect biologique dudit produit.

Rachid & D. Djedi

Sénégal / Technologie

Omar Cissé, un entrepreneur très connecté

Sept ans après avoir créé l'un des incubateurs dakarois les plus en vue, le fondateur d'InTouch a réussi la plus grosse collecte de fonds ouest-africaine réalisée par une start-up.

L'opération réalisée fin juillet par le Dakarois Omar Cissé, et surtout son montant – un peu moins de 10 millions d'euros, selon nos informations –, peuvent paraître modestes. Mais la collecte de fonds de son entreprise InTouch est la plus importante jamais réalisée par une start-up en Afrique de l'Ouest, une région du continent où ces jeunes pousses ont du mal à attirer les investisseurs. Le groupe pétrolier français Total et le spécialiste des paiements électroniques Worldline ont annoncé leur entrée au capital de l'agrégateur de paiement sénégalais imaginé par cet entrepreneur de 40 ans.

Agrégés

L'aventure InTouch commence en janvier 2014 à Dakar: Omar Cissé ouvre une petite boutique dans le quartier

populaire des Parcelles-Assainies. Très vite, le businessman, père de quatre enfants, se trouve confronté aux affres de la démultiplication des solutions de paiement mobile. Car dans la capitale sénégalaise, comme ailleurs en Afrique, l'offre est pléthorique mais les services ne sont pas toujours interopérables, ce qui complique la vie des commerçants entre Expresso, Orange, Tigo, Wari, Western Union, MoneyGram...

« Comptez six ou sept opérateurs différents de mobile money et dix solutions de transfert d'argent. Pour un marchand, ce sont autant de téléphones différents. Nous n'arrivons pas à nous y retrouver », raconte Omar Cissé.

D'où l'idée de créer InTouch, mise en service en novembre 2015. Avec un principe simple: un téléphone unique



Omar Cissé

depuis lequel la plupart des paiements (monnaie électronique, cartes bancaires et cash) et des offres de services (abonnements à Canal+, paiement de

factures d'eau et d'électricité, transfert d'argent, rechargement de cartes téléphoniques) peuvent être agrégés. La demande est au rendez-vous. A la mi-2017, la solution était en service dans 600 points de vente (boutiques, pharmacies...), dont 170 stations-service Total. Chaque jour, 30000 transactions transitent par les serveurs -d'InTouch, pour une valeur marchande de 600000 euros.

Le chiffre d'affaires de la start-up, qui s'appuie sur une commission pour chaque opération, a atteint 1,3 million d'euros en 2016 et pourrait vite doubler ou tripler, grâce notamment à une expansion régionale rapide. Total et Worldline financeront en effet la première phase du déploiement de ce « guichet unique » au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mali, au Maroc et en Guinée. Le groupe pétrolier ambitionne même de l'étendre dans trente autres pays d'Afrique et du Moyen-Orient. De son côté, Omar Cissé espère ouvrir 5000 points de vente en Afrique.

Extraits jeuneafrique.com

Taux de malnutrition

7 pays africains passent de 40 à 50% durant les 15 dernières années

Entre 2000 et 2016, 7 pays africains ont été en mesure de faire reculer le taux de malnutrition dans une proportion comprise entre 40 et 50%. C'est ce qu'indique le récent rapport intitulé Alimentation : Comment l'Afrique peut-elle construire un futur sans faim ni malnutrition ? et publié en marge de l'AGRF 2017 par le Panel Malabo Montpellier, regroupant 17 experts africains et européens.

D'après le rapport qui se base sur la réduction de l'Indice global de la faim (GHI) durant la période considérée, les nations concernées sont le Sénégal (-56%), le Ghana (-54%), le Rwanda (53%), l'Angola (-43%), le Cameroun (-43%), l'Éthiopie (-43%) et le Togo (-42%). Cette performance s'inscrit dans un contexte global décevant (hausse de 28% du nombre total de personnes affectées par la faim entre 1990 et 2015) et résulte de réformes aussi bien institutionnelles que programmatiques.

Parmi les initiatives les plus notables,

on peut notamment citer au Sénégal, la création de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) en 2001 et le lancement du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN) en 2002.

Du côté du Ghana, qui était classé en 2008 comme parmi les 36 pays du monde ayant le plus fort taux de dénutrition infantile chronique, l'Organisation souligne que de nombreux progrès ont été accomplis depuis lors, à la faveur d'une bonne intégration de la question nutritionnelle dans les politiques



Des enfants en train de prendre leurs repas

gouvernementales. Ceci a notamment permis au pays de faire passer de 43% à 25% le taux de retard de croissance infantile entre 2009 et 2012 et d'être la première nation africaine à réduire de moitié le nombre de personnes touchées par la faim en 2015.

Quant à l'Angola, le rapport souligne qu'au-delà de la stabilité politique qui règne depuis la fin de la guerre

civile en 2002, une approche multisectorielle en ce qui concerne la réduction de la malnutrition a été déterminante dans les résultats enregistrés. Il s'agit entre autres, de la coordination, par le Ministère de l'Agriculture de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFSNS) ainsi que de l'intervention du Ministère de la Santé dans le domaine de la nutrition.

Agencecofin.com



36ème Session du Conseil des Droits de l'Homme / Événement parallèle

Comment les droits de l'homme s'expriment à travers des programmes de développement au Togo

Le Togo qui est membre du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, a été très actif à la 36ème session du Conseil qui a cours à Genève. « ODD : Pour ne laisser personne derrière, Commençons le développement à la base », tel est le thème autour duquel la délégation du gouvernement, conduite par le Ministre du Développement à la Base, Victoire Dogbé a convié hier jeudi 14 septembre au siège du Conseil, le gotha des participants au Conseil et surtout de la diplomatie sur la place de Genève. Le Togo a voulu partager et valoriser son expérience de développement à la base via cette rencontre - débat et donner la preuve vivante de son slogan « Ne laisser personne derrière », qui reflète en bonne partie les dix-sept objectifs du développement durable. La salle N° 27 du Palais des Nations unies comble, une assistance très admirative et plusieurs lauriers recueillis par le Togo pour une présentation qui n'a laissé justement aucun technicien, aucun programme ou aucun concept du développement inclusif togolais sur le bas-côté.



Mme Victoire Dogbé (au milieu) lors de la présentation du Togo

Cette sortie en puissance du Togo au cours de cet important rendez-vous a effectivement le mérite de montrer une très riche pratique qui va du travail de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) à celui par exemple de l'Agence d'appui aux Initiatives de base (AGAIB) de la région centrale, en passant par ceux du Fonds National de Finance Inclusive (FNFI) et du Fonds d'Appui à l'Employabilité des jeunes (FAIEJ).

De fait, le développement participatif est au centre des priorités du gouvernement togolais, désireux de freiner les inégalités, la discrimination et l'exclusion sociale par le développement par la base et pour la base.

« Et pour y parvenir la Politique nationale de développement à la base a été élaborée en 2012 et confiée à l'ANADEB pour sa mise

en œuvre », explique Mme Mazalo Katanga, la Directrice de l'ANADEB. La PNDB a pour objectif d'assurer durablement un accès universel de toutes les communautés et organisations à la base du Togo au minimum vital commun et ceci à travers la responsabilisation et la participation de la population bénéficiaires aux prises de décisions qui les concerne, l'identification des projets prioritaires, la participation à la mise en œuvre des projets et qui passe par l'information, la sensibilisation et la formation puis l'organisation des bénéficiaires.

« Mettre en place des systèmes financiers plus « inclusifs » qui servent aussi les pauvres, en leur favorisant et en leur assurant l'accès à des services financiers de base permet d'assurer l'inclusion financière et sociale de ces groupes vulnérables que sont notamment les femmes, les petits exploitants agricoles, les jeunes artisans », note

Quelques acquis

La mise en œuvre de ces actions stratégiques a permis à notre pays d'afficher d'importants résultats positifs parmi lesquels:

- L'amélioration de l'indice de développement humain (IDH) du Togo passant de 0,44 en 2005 à 0,484 en 2016 ; ce qui place notre pays en tête des huit pays de l'UEMOA (source: rapport PNUD 2015, Le rapport mondial sur le développement humain 2015) ;
- La réduction significative de 6,63 points de l'incidence de pauvreté qui est passée de 61,7% à 55,1% entre 2006 et 2015 selon la dernière enquête QUIBB (Questionnaire Union des Indicateurs de Base de Bien Etre) ;
- La réduction des inégalités comme en témoigne le coefficient de Gini qui est passé de 0,361 à 0,380 sur la période 2006-2015 ;
- L'augmentation du taux d'inclusion financière des personnes vulnérables qui est maintenant de l'ordre de 60% de la population ;
- La baisse du taux de chômage des jeunes (15-35 ans) de 8,5% en 2011 à 3,4% en 2015

de son côté M. Manawé Gnaba, le Directeur du FNFI

Le Fonds National de la Finance Nationale (FNFI) est alors mis en place pour rendre accessibles les services financiers de base aux pauvres, généralement exclus des systèmes financiers classiques donc de lutter contre l'exclusion financière et prenant en compte les ODD N°1, 2 et 3.

Et pour permettre aux communautés reculées de réussir leur participation au développement

inclusif « les AGAIB ont pris le rôle essentiel d'accompagner les comités villageois de développement (CVD) », souligne M. Kamang Piabalo, Coordonnateur de l'AGAIB, région centrale.

En tant qu'acteurs et bénéficiaires ces CVD reçoivent des formations de leurs actions de développement, par les AGAIB en cinq modules à savoir : Organisation et Dynamique Communautaire (ODC) passation de marchés communautaire (PMC) Gestion transparente des fonds



Une partie de l'assistance attentive à la présentation

Dossier



(GTF) suivi évaluation participatif (SEP) entretien et maintenance des infrastructures (EMI).

C'est palpable, par-delà toute abstraction, le Togo s'inscrit dans la

proposition des outils de cadrages concrets tels que la politique nationale de développement à la base ; le Ministère du développement à la base apporte des réponses concrètes aux besoins

des différents groupes cibles à la base (les femmes, les jeunes, les agriculteurs, les populations rurales) à travers plusieurs programmes et mécanismes opérationnels sur le terrain. Grâce à des appuis financiers

et techniques, ils permettent de mieux organiser, sensibiliser et accompagner les populations : l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB

PROGRAMME	RESULTATS REALISATIONS
PTFM	<ul style="list-style-type: none"> • 300 PTFM installées • 440 500 personnes au sein des populations bénéficiaires • 3528 emplois créés par les PTFM installées • Autonomie des femmes • Eclairage du village où étudient les élèves • Développement des activités connexes (activités liées à l'énergie et qui maintiennent les jeunes au village)

Insuffisance des ressources matérielles et financières et des expertises pour satisfaire toutes les attentes des populations	Réussir l'inclusion sociale au Togo	Satisfaire d'ici 5 ans au moins 50% des 1236 demandes des communautés enregistrées dans la base de données
Lenteur dans le changement de mentalité des bénéficiaires qui étaient habitués aux projets clé en main	Obtenir la participation de toutes les populations à toutes les étapes de leur développement	Harmoniser l'approche d'accompagnement des communautés avec tous les acteurs Poursuivre l'IEC de toutes les communautés à la base du Togo

Interactions entre droits de l'homme et développement à la base

Expérience de développement inclusif au Togo Ce qu'en pensent les invités à l'évènement parallèle

Mme Khardiata Lo N'Diaye, Coordonnatrice résidente du PNUD au Togo :

Ce qui est remarquable au Togo, c'est d'abord la volonté politique, ensuite l'action qui s'inscrit dans une vision de faire du développement participatif une réalité. Et la persistance de cet effort est toujours visible chez le gouvernement d'être toujours le premier à marquer le pas et donc naturellement, les partenaires suivent. Car il y a une cohérence dans cette vision depuis que le Togo a été désigné par les Nations Unies comme pays pilote en matière du développement inclusif.

On ne peut passer sous silence, cette appropriation des populations très réceptives : Et le PUDC vient amplifier tout ce mouvement de développement enclenché par exemple avec le FNFI, c'est important car un besoin appelle un autre et les populations ne segmentent pas les besoins. Le développement est à envisager d'une façon holistique.

Eloi Laourou, Ambassadeur / Représentant Permanent du Benin à Genève:

L'expérience du Togo dans le développement inclusif est une expérience majeure, on sent une vie réelle des populations, beaucoup d'engagement et il existe une forme d'équilibre entre le milieu rural, périurbain et urbain. Ce développement équilibré doit être recommandé car il a des avantages qui peuvent être pris en compte pour faire de l'intégration au plan régional voire continental, et cet exercice auquel le Togo vient de se livrer participe à la mise en commun des idées. Maintenant, il faut étudier son canevas financier et mettre en commun les énergies et on aura participé à la lutte contre la pauvreté.

Rosemary Mc Corney, Ambassadeurs du Canada à Genève :

Il a été question de l'éducation dans les présentations et je crois qu'il faut insister sur la qualité de l'éducation, de la compétence des enseignants, etc. car sans cela, le développement sera difficile. Je crois aussi qu'au-delà des enseignements primaires, il faut une priorité aux enseignements dans le secondaire et le niveau supérieur.

Dr François Xavier Ngarambe, Ambassadeur du Rwanda à Genève :

C'est un pas important que le Togo franchit avec tout ce programme dont la présentation nous a tous séduits ; nous avons des exemples comme ceux-là pour nous permettre d'être forts et solidaires en Afrique de sorte par exemple que pour joindre une capitale africaine à une autre, on ne soit plus obligé de passer par Paris nécessairement. Ce sont des initiatives à encourager et à multiplier.

Ayant opté pour ce concept d'inclusion sociale en vue d'améliorer le cadre et les conditions de vie de la population et afin de lui permettre de participer à l'émergence du pays, le gouvernement togolais réalise pleinement que le développement à la base, contribue ainsi à la promotion des droits fondamentaux de l'homme, des populations à la base et des groupes vulnérables. Madame Dogbe, l'a rappelé si bien en évoquant l'article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires... ». Car poursuit-elle, Il permet une inclusion sociale, économique et financière de l'individu qui apprend à prendre son développement en main, et devient autonome.

« L'Etat togolais à travers les programmes du ministère de développement à la base, matérialise son obligation de rendre effectifs un certain nombre de droits économiques sociaux et culturels », ajuste et avec précision Madame Nakpa Polo, la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice et des relations avec les institutions de la République, chargée des droits de l'homme.

Elle touche du doigt le droit à un travail décent ; le droit à un revenu et à un niveau de vie suffisant ; le droit à un niveau de vie convenable ; droit à l'éducation ; droit au développement ; droit à une protection sociale...

L'intégration de l'approche des droits humains dans les actions innovantes et multiformes du ministère du développement à la base s'observe principalement au niveau des groupes

cibles dont les plus vulnérables comme les femmes ; les Jeunes ; les enfants ; les communautés défavorisées ; les agriculteurs...

Elle met un accent particulier sur le transfert monétaire qui a pour objectif de lutter contre la malnutrition des enfants et le projet de cantines scolaires destiné à améliorer l'état nutritionnel des élèves des cantons les plus pauvres et vulnérables et d'agir sur les indicateurs scolaires en améliorant le taux des inscriptions scolaires et en réduisant les abandons scolaires.

Toutes ces actions tout comme le récent Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC) participent à la promotion des droits humains.

Mais qui pose la question des droits de l'homme pose toujours la problématique du développement et surtout de la durabilité des réalisations dans le respect des droits humains.

Le droit de chaque être humain au développement est une composante essentielle des droits fondamentaux de la personne. Il est alors indispensable de disposer des moyens conséquents pour faire en sorte que l'éclosion des diverses dispositions naturelles puissent être réalité. C'est pour cette raison que le Ministre clos son propos par cet appel : « malgré ces avancées, notre pays est confronté, comme d'autres pays en développement, à d'importants défis qui nécessitent une mobilisation accrue des financements des partenaires et de l'expertise internationale sur les questions de développement. Nous sommes aussi déterminés à apprendre de l'expérience des autres pays ».

A Genève, Dieudonné Korolakina



Services & détente

EXCEL Academy TRAINING **16**
 09-2017
 8H-30
MODULE 4
CONCEPTION D'OUTILS DE GESTION
CRÉATION DE TABLEAUX DE BORD
 15 000 F CFA
 8 samedis utiles avec EXCEL pour booster votre productivité
 Info: +228 91 19 42 15 / 90 03 85 00
 Lomé Djidjilé, Salle de conférence de MANAGED

Pharmacies de garde de Lomé du 11 au 18 / 9 / 2017

ETOILES:	10 AV NOUVELLE MARCHÉ.	TEL: 22 21 88 47
AKOFA:	AMOUTIVE.	TEL: 22 21 00 97
OCAM:	RUE DE L'ENTENTE:	TEL: 22 21 62 05
CRISTAL:	BD HOUPHOUET BOIGNY.	TEL: 22 20 90 91
KODJOVIAKOPE:	AV. DUISBOURG.	TEL: 22 21 89 90
AMITIE:	SOTED.	TEL: 22 21 74 47
GBOSSIME:	FACE MARCHÉ GBOSSIME.	TEL: 22 22 50 50
HOPITAL:	FACE HOPITAL CHU-TOKOIN.	TEL: 22 20 08 08
PAIX:	RESIDENCE DU BENIN.	TEL: 22 26 40 91
PROVIDENCE:	BD JEAN PAUL II.	TEL: 22 26 66 48
AEROPORT:	RTE DE L'AEROPORT SITO.	TEL: 22 26 21 22
HEDZRANAWOE:	HEDZRANAWOE.	TEL: 22 26 49 61
THERYA:	TOGO 2000.	TEL: 22 61 56 52
MAELYS:	BE-KPOTA, FACE NETADI.	TEL: 22 27 60 19
MAWULE:	BE KPOTA,	TEL: 22 27 11 21
ADIDOGOME:	D'ADIDOGOME.	TEL: 22 50 54 85
SILOE:	ATIGANKOME.	TEL: 22 33 82 87
ACTUELLE:	ADIDOGOME.	TEL: 22 51 11 72
MAGNIFICAT:	YOKOE.	TEL: 22 56 43 20
DJIDJOLE:	DJIDJOLE.	TEL: 22 25 65 12
MILLENAIRE:	AGOENYIVE.	TEL: 22 51 64 31
VERTE:	KLIKAME.	TEL: 22 25 03 26
DELALI:	CACAVELI, COURE D'APPEL.	TEL: 22 25 06 90
DIEUDONNE:	ROUTE DE LEO 2000,	TEL: 22 38 07 44
OSSAN:	CARREFOUR AVEDJI.	TEL: 23 38 44 25
ADONAI:	AGOENYIVE.	TEL: 22 50 04 05
CHARITE:	A COTE CEG AGOENYIVE.	TEL: 22 25 12 60
SHALLOM:	AGOE-CACAVELI,	TEL: 22 51 87 60
EMMAUS:	RTE DE MISSION TOVE,	TEL: 22 40 25 04
ABRAHAM:	AGOE LOGOPE .	TEL: 22 50 10 00
BAGUIDA:	FACE CMS BAGUIDA.	TEL: 22 35 47 77
AVEPOZO:	AVEPOZO.	TEL: 22 27 04 86

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigeria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Une belle histoire d'amour

Saviez-vous ce que c'est le vrai amour ?
 Ils étaient tous deux pauvres mais fous amoureux l'un de l'autre. Cet homme vivait avec son épouse, qui avait de si beaux et longs cheveux. Un jour, son épouse lui demanda de lui acheter un peigne et quelques accessoires de beauté pour parvenir à se coiffer et se faire belle. L'homme, très désolé, lui dit qu'il n'avait même pas assez d'argent pour réparer le bracelet de sa montre qu'il venait de casser. Émue, elle n'insista pas sur sa demande.



Le lendemain, l'homme alla à son travail et au retour, il profita pour passer chez l'horloger. Il revendit sa montre abîmée à bas prix et s'en alla acheter un peigne et quelques accessoires de beauté pour son épouse.
 Le soir, il revint à la maison, les accessoires en main, prêt à faire la surprise à sa femme.
 Quelle fut lui même sa surprise ? Il vit que son épouse s'était coupée les

cheveux, elle les avait vendu pour payer une nouvelle montre pour son mari qu'elle tenait tout juste en main.
 Les larmes coulèrent simultanément de leurs yeux, non pas pour l'inutilité de leur acte, mais pour la réciprocité de leur amour.
 Voici, ce que c'est que le vrai amour. Que Dieu nous donne la chance de connaître cette réciprocité d'amour afin de la conserver pour toujours. Que Dieu nous protège

Blague du jour

Un homme s'évanouit devant une revendeuse de riz. Tout le monde court pr lui apporter de l'aide. Aussitôt quelqu'un dit: "Apporter de l'eau". L'homme ouvre immédiatement ses yeux et réplique: "si j'avais besoin d'eau j'irai m'évanouir devant la société des eaux. voyez l'endroit où je me suis évanoui et faites le bon geste."



Unité lexicale

Dictée :
 Un ver de terre monte sur un verre d'eau posé sur la table. En jouant, l'enfant bouge la table et les deux (ver) tombent.
Question : Comment va-t-on écrire le mot qui est entre parenthèse ?
 Depuis une semaine je réfléchis sur ça ; Aidez-moi s'il vous plaît.

Traduction
 Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire ?
 Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél: 90 17 03 30
 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

Saison Opéra Clémentine Ayefouni en spectacle à Lomé

La célèbre soliste de l'opéra, Clémentine Ayefouni, se produira à Lomé ce vendredi à l'Institut français de Lomé afin de marquer la saison Opéra au Togo.

Le spectacle est une occasion pour le public togolais de savourer un riche répertoire composé des airs de Puccini, Haendel, Verdi, Mozart, Sinatra et Piaf.

Ayefouni a derrière elle 30 ans de carrière musicale. Elle est présentée comme la plus grande soliste togolaise d'opéra. À ce titre, elle a participé à plusieurs concerts musicaux avec différents groupes avant de commencer à se produire en solo depuis décembre 2011.

Clémentine Ayefouni a intégré la Chorale du CEG Tokoin Centre du Togo dès l'âge de 12 ans. L'année suivante, elle fera partie de la Chorale Amitié de la paroisse Sacré-Cœur Junior



Clémentine Ayefouni

dont elle est membre depuis 25 ans. Elle a également chanté dans les chorales « Spes & Gaudium » et de l'école La Belle Mélodie.

Dieudonné Djedi (stagiaire)

Musique / Nécrologie Nous n'écouterons plus Don Mike

Don Mike le Gourou, promoteur du rythme musical ivoirien Coupé-décalé, est décédé le 10 septembre dernier à Abidjan, à la suite d'une longue maladie.



Don Mike

Philippe Michel Siéhi Iro, alias Don Mike le Gourou, est décédé à l'âge de 51 ans dans une clinique d'Abidjan, la capitale économique ivoirienne. Selon des sources

proches du défunt, ce dernier souffrait d'un cancer des poumons.

Selon les propos du journaliste ivoirien Usher Aliman, Don Mike était un manager de boîte de nuit et promoteur de plusieurs spectacles. Selon Aliman, Don Mike a beaucoup contribué à la popularité du coupé-décalé.

Maître des nuits abidjanaises, il a créé le Coupé-décalé, la prodada et la comporta c'est à dire l'action de faire le malin ou de pavaner. Grace à lui ces concepts sont devenus populaires en Côte d'Ivoire.

Don Mike le Gourou a même sorti un tube appelé la Prudencia qui est resté longtemps à la une des hit-parades. Par ce terme, il désigne l'action d'être prudent en raison du contexte sociopolitique de l'époque. Cette œuvre a permis de mettre un accent particulier sur la décennie de crise politico-militaire qu'a connu son pays entre 2002-2011.

Le Coupé-décalé est une musique au rythme endiablé qui utilise souvent des sons électroniques. Née en 2003 dans les boîtes de nuit d'Abidjan cette production s'est disséminée d'abord en Afrique et ensuite dans le monde.

TM

Cameroun De l'art à base d'objets recyclés

Nombreux sont ces artistes qui manifestent le désir de protéger la nature en récupérant des objets usés à partir desquels ils fabriquent des objets artistiques. L'artiste camerounais Jean Michel Dissaké s'est inscrit dans cette dynamique à travers la récupération et la transformation des objets recyclés pour fabriquer des objets d'art.

L'art de Jean Michel Dissaké s'appuie sur un jeu d'invention: la picto-sculpture, un mélange de peinture et de sculpture. Par ces œuvres il ouvre la voie à de nouvelles formes sculpturales.

Poubelles, dépôts d'ordures et bien endroits insalubre... Dissaké en a déjà l'habitude. Spécialiste de son genre artistique, l'artiste sillonne chaque jour les rues de Yaoundé, la capitale politique du Cameroun. Il collecte différents matériaux recyclables, pour fabriquer des objets d'art.

En se confiant à nos confrères d'Africanews, Michel Dissaké a fait des précisions sur sa stratégie à travers des outils qu'il présente. En ce sens, il a expliqué que « Vous allez voir un morceau d'ardoise, qui a été déjà utilisé et jeté par un enfant. Moi, je le récupère. Vous allez voir par exemple, un élément électronique, il y a tout un code dedans et que j'aimerais vraiment comprendre. J'ai récupéré cela à l'intérieur d'un clavier d'ordinateur. Vous allez remarquer qu'ici, c'est de l'aluminium, c'est avec cela qu'on recouvre les toitures



Un objet d'art

des maisons. Vous allez voir ce que j'en fais. Et cette télécommande par exemple. L'objectif étant celui, de faire dialoguer la nature et la technologie ». Après dix ans passé dans la picto-sculpture, Jean-Michel a acquis de l'expérience. Il est lauréat de plusieurs concours d'art contemporain.

TM et Africanews

Lire

« ... Il se lève. Dévale l'escalier. Eva Maria ne peut pas l'arrêter. Elle ne cherche pas à l'arrêter. Le jeune garçon fuit comme un adolescent fuit au mot « police », pas comme un meurtrier. Si le meurtrier revient toujours Sur les lieux du crime, ce n'est pas lui, il n'en a pas l'étoffe. Eva Maria en est persuadée. Peut-être n'a-t-il tout simplement pas dit à ses parents qu'il dînait avec sa petite copine, il aurait alors dû tout leur expliquer et, à Son âge, avouer à ses parents un dîner avec une fille relève de l'impensable. «Comme pour des parents d'avouer à leur enfant qu'ils ont fait l'amour la veille », aurait peut-être dit Vittorio. Eva Maria secoue la tête. Elle entend le jeune garçon disparaître dans l'escalier. De toute façon, Son témoignage sur la douleur de Vittorio, sur Son désarroi, les policiers l'auraient balayé d'un revers de main. «Simulation, comédie, auraient-ils professé, tous les maris qui tuent leurs femmes commencent par avoir l'air dévasté, par tourner autour d'elles comme des fous, par taper. Contre le mur avec leurs poings, par hurler. Avant d'avouer.» Eva Maria reste seule sur sa marche d'escalier. Elle regarde les clés couchées dans sa paume, couchées comme un corps Sur le sol. Du cinquième étage. Le corps de cette pauvre fille devait présenter de multiples fractures, comme toutes les victimes d'une chute terrible depuis une grande hauteur. On les a retrouvées aussi, ces fractures, Sur les cadavres des desaparecidos que la mer a rejetés il y a quelques temps, fracturés comme personne ne peut fracturer personne à main nue, ni à main armée. Même en s'en donnant à cœur joie. Eva Maria imagine Neptune rendre les corps pour prouver la culpabilité des tortionnaires arrogants et, jusque-là, intouchables. Neptune le Sévère, Neptune le Juste apportant la preuve des exactions de la junte. La Nature aidant les hommes à juger les hommes. Une partie d'Eva Maria est certaine que Neptune lui aurait rendu le corps de Stella, par pitié pour Son cœur de mère qui meurt de ne pas savoir. L'autre partie d'Eva Maria sait que Neptune n'existe pas et se demande si le corps de Stella gît toujours au fond de l'eau. Stella, sa chère enfant, se sont-ils débarrassés d'elle comme des autres? Un soir de mercredi, une piqûre de Penthotal, un avion, la porte ouverte et Son corps vivant jeté de là-haut dans le rio de la Plata, était-elle consciente? Pleurait-elle? les suppliait-elle? A-t-elle hurlé en tombant dans le vide? A-t-elle senti ses vêtements la déshabiller? Ou était-elle déjà nue? Savait-elle que son corps allait cogner contre la surface de l'eau dont elle n'avait jusqu'alors éprouvé que la douce pénétrabilité?

Extrait de *La garçonnière* d'Hélène Grémillon. Pp 46 à 47.



Sports

UFOA 2017

Le Togo éliminé après avoir perdu contre la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire s'est qualifiée pour la phase de poule du tournoi de l'UFOA qui se dispute au Ghana. Les Eléphants se sont imposés devant les Eperviers du Togo à l'issue des séances des tirs au but 4-3, temps réglementaire 0-0.



Une action de jeu entre un joueur togolais et un ivoirien

Et pourtant rien ne présageait cette qualification des poulains de Karim Ibrahim compte tenu de la prestation des Eperviers du Togo. Les Togolais ont essayé de garder la balle surtout en milieu de terrain. Franco Atchou, Novon et autres Tchatakora Semiou ont été volontaires et généreux pour donner de la sueur froide à leur adversaire mais ils ont peiné par maladresse dans les dernières passes pour trouver Sewonou Koidjo ou même, Komla Agbegniadan. Dans l'autre camps, les Ivoiriens ont procédé par des contre-attaques.

Diabaté, Gonazo n'ont pu se débarrasser du mur dressé par Ouro Sama Akim et Bourahana. Score à l'arrivée 0-0 après les 90 minutes. L'entrée de Kodjo Elom Nyavéji à la place de Atchou Franco blessé, n'a rien donné.

Novon et Adegnon ont loupé leur tir au but, coté Togolais alors que Gonazo a raté pour la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire va poursuivre l'aventure et connaîtra le dernier qualifié pour le groupe à l'issue de la rencontre qui oppose le Bénin au Cap Vert.

radiosportfmtg.com

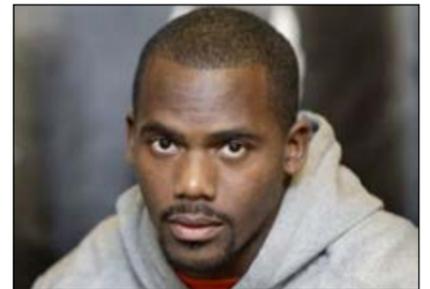
Jamaïque / Athlétisme

Nesta Carter face au Tribunal Arbitral du Sport

Les sportifs du monde arrivent à décrocher des titres au terme de leurs différentes performances. Certains y parviennent légalement et d'autres le font de manière déloyale. D'autres encore y parviennent mais ont triché sur la fin par certaines décisions. C'est le cas de Nesta Carter de l'équipe d'athlétisme de la Jamaïque qui fait appel par rapport à un contrôle positif en 2008.

En effet, un appel au sujet du titre olympique de 2008 retiré à Usain Bolt et à l'équipe de relais jamaïcaine se retrouvera devant les tribunaux en novembre prochain. C'est l'instance qualifiée pour mener les enquêtes qui n'est autre que le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) qui a révélé que le sprinter Nesta Carter contestera sa disqualification par le Comité International Olympique, le 15 novembre 2017. Un verdict est prévu quelques semaines plus tard concernant cette affaire de l'équipe de Usain Bolt qui est l'homme le plus rapide du monde.

En effet, Carter a été testé positif l'année dernière pour usage de la méthylhexanamine, un stimulant interdit dans le cadre de la réanalyse d'un échantillon d'urine des Jeux de Pékin en 2008. Carter et Bolt étaient des coéquipiers au sein du relais 4 x 100 mètres, qui a remporté la course avec un chrono record de 37,10 secondes. Carter avait couru le premier relais et Bolt le troisième au sein d'une équipe Jamaïcaine complétée par Michael Frater et Asafa Powell. La disqualification de Carter et du relais jamaïcain est survenue en janvier, gâchant la fiche parfaite de Bolt



L'athlète jamaïcain Nesta Carter

du triplé de médailles d'or en 100m, 200m et 4x100m lors de trois Jeux olympiques consécutifs de 2008 à 2016. Carter a également fait équipe avec Bolt lors des trois victoires consécutives du relais aux championnats du monde, de 2011 à 2015. Ils étaient également coéquipiers lorsque la Jamaïque a réalisé un autre record mondial au 4 x 100m en 2012 aux Jeux olympiques, en 36,84.

L'équipe juridique de Carter pourrait demander à Bolt de comparaître comme témoin à l'audience, qui se tiendra vraisemblablement à Lausanne, en Suisse, la ville d'accueil du TAS et du CIO.

Boxe

Suspendu, le président de la CAB Kelani Baylor va faire appel au TAS

Kelani Baylor, le président de la Confédération africaine de boxe (CAB) a réagi mercredi dernier suite à sa suspension pour 3 ans de toute activité liée à la boxe par la Commission de Discipline de l'Association internationale de Boxe (AIBA). Il a dénoncé lors de sa sortie, des « décision injuste », de la part de l'AIBA et compte attaquer le résident de l'AIBA au tribunal d'Arbitrage du Sport.

Selon M. Baylor, le communiqué provenant de la Commission de discipline, est "une décision solitaire du président de l'AIBA", le Taïwanais Wu Ching-Kuo. Des explications du sanctionné, c'est une décision qui n'a d'effet qu'au niveau de l'AIBA et dans une certaine mesure de la boxe, et n'entache en rien son poste de président du CNO-Togo.

Que reproche l'AIBA à Kelani Baylor ?

En juin dernier lors des Championnats d'Afrique de Boxe organisés au Congo.

Kelani Baylor a été reconnu coupable de « sérieuses violations du Code disciplinaire de l'AIBA ».

« La Commission disciplinaire d'AIBA prend une position forte après une ingérence critique lors des championnats continentaux africains au Congo Brazzaville. À la suite d'un incident du 25 juin 2017, lors des Championnats africains AFBC de boxe continentale organisés par la Fédération congolaise de boxe (Fecoboxe) à Brazzaville, au Congo et à la lumière des rapports des responsables de l'AIBA présents au tournoi, la Commission



Kelani Baylor

disciplinaire AIBA a décidé d'exclure Fecoboxe organise tout concours AIBA pendant deux ans et suspend ses effets immédiats avec le président de la Fédération africaine de boxe (AFBC), le vice-président de l'AIBA et le membre du comité exécutif, M. Kelani Baylor, de toutes les activités,

tâches et responsabilités de boxe pour une période de trois ans. La Commission de Discipline a constaté qu'une réaction hostile et menaçante aux fonctionnaires de l'AIBA par les spectateurs après le résultat d'un combat le dernier jour de la compétition a été exacerbée par les commentaires de M. Baylor, qui ont commis des violations graves et inacceptables du Code Disciplinaire AIBA. L'intimidation ressentie par les fonctionnaires de l'AIBA à la suite d'une planification de la sécurité insuffisante de Fecoboxe, de leur réponse insuffisante à la situation et des actions de M. Baylor, a été entièrement esquissée dans le rapport écrit du superviseur du tournoi. La décision de la Commission était également basée sur des témoignages écrits de la majorité des fonctionnaires présents », lit-on dans un communiqué de l'AIBA lundi dernier.

R. Zakari

Jeux Olympiques 2024

Et la ville organisatrice est Paris !

Paris accueillera les Jeux Olympiques (JO) de 2024. L'information est tombée ce mercredi à Lima au Pérou lors de la 103e Session de l'instance.

C'était soit 2024 ou 2028 pour Paris. Eh bien, c'est Paris qui organisera en premier, conformément à l'accord trouvé entre Paris et Los Angeles pour l'organisation des jeux Olympiques respectivement en 2024 et 2028.

Ces deux seules villes étaient les seules en lice sur les 5 au départ. La capitale française et la mégapole américaine se sont entendues pour éviter un vote intégral au CIO. Depuis 1924, Paris n'avait plus abrité les Jeux Olympiques. La ville



Maxresdefault

lumière reste sur trois tentatives infructueuses : 1992, 2008 et 2012. 2024 marquera également le Centenaire de l'organisation des Jeux à Paris. D'ici là, Pyonchang abritera les Jeux d'hiver 2018, Tokyo, ceux d'été 2020 et Beijing à l'hiver 2022.

TM

Eperviers

Djene Dakonam sacré meilleur joueur du mois à Getafe

Le défenseur togolais Djene Dakonam a été désigné meilleur joueur du mois d'août de son club Getafe en Espagne.

Djene Dakonam, fait parti des meilleurs joueurs du Togo en forme depuis le début de la saison 2017-2018 en Europe. Le sociétaire de Getafe, l'un des clubs les plus ambitieux de la Ligue espagnole, Djene Dakonam a été élu hier, joueur du mois d'août 2017.

Un tel titre a été gagné par le togolais à travers plusieurs critères de sélection. D'abord ses trois titularisations en championnat espagnol de première

division, ensuite son comportement exemplaire pour sa première saison dans la première division espagnole, qu'il découvre, après quelques années en deuxième division.

On peut constater que le latéral droit togolais a réussi son intégration au sein de l'effectif de Getafe qu'il a rejoint à la faveur du dernier mercato.

Dieudonné Djedi (stagiaire)

Reportages



Situation des Exploitations Familiales en Afrique de l'Ouest Atelier d'appropriation et d'évaluation du rapport par les leaders paysans de la CTOP à Lomé

L'appropriation et l'évaluation du premier rapport sur la situation des Exploitations Familiales en Afrique de l'Ouest du ROPPA étaient au cœur de l'atelier ouvert au siège de la CTOP à Lomé ce 05 septembre 2017. Cette rencontre de 4 jours, initiée par le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) en collaboration avec la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles (CTOP), a pour objectif de documenter les participants sur la connaissance des exploitations familiales et celles de la sous-région. Le rapport est l'aboutissement d'un processus de création d'un observatoire piloté par le ROPPA et impliquant fortement ses 13 plateformes membres. L'atelier vise la création des conditions pour faciliter une appropriation du rapport et l'utilisation de son contenu par la CTOP, plateforme membre du ROPPA et ses membres.

L'atelier d'appropriation et d'évaluation du rapport du ROPPA a réuni les représentants des 17 faitières membres de la CTOP et l'équipe technique de la plateforme paysanne qui ont eu l'occasion d'apprécier les enjeux liés aux exploitations familiales et d'analyser l'apport de la CTOP dans ce rapport régional en vue d'identifier les pistes d'amélioration du dispositif de suivi et d'accompagnement.

L'ouverture de cet atelier a été marquée par le discours de bienvenue de Monsieur GNASSINGBE Sandou Assimarou, Président de la CTOP qui dans son intervention a rappelé l'importance

capitale que revêt la rencontre.

« Cet atelier nous permettra d'avoir une connaissance des informations dont nous disposons aujourd'hui sur les exploitations familiales et de voir si la plateforme paysanne togolaise des producteurs se retrouve dans ce document. Il s'agira d'amender et de s'accorder sur le document qui a été rédigé. Cela nous permettra aussi de faire ressortir les forces et faiblesses des exploitations familiales qui nous serviront de planifier nos actions dans les années à venir » a-t-il déclaré.

Facilités par une personne ressource du ROPPA, les travaux de cet atelier



Les participants en plein travaux

ponctués par des présentations, des échanges en plénière et des travaux de groupes, s'étaient articulés en 5 temps :

notre apport, notre rapport, prenons du recul, notre observatoire et préparons la suite.

A l'issue de cet atelier, les organisations paysannes faitières membres de la CTOP ont pour devoir de travailler à rendre opérationnel cet observatoire mis en place par le ROPPA qui a pour finalité d'améliorer les conditions des Exploitations Familiales en assurant le développement de leurs membres. L'aboutissement de l'observatoire, c'est l'élaboration chaque année d'un rapport sur la situation des exploitations familiales.

En rappel, (07) sept plateformes nationales sur les 13 du ROPPA sont retenues pour accueillir les ateliers nationaux d'appropriation et de valorisation de ce genre. Il s'agit de la Plateforme Paysanne du Niger (PFPN), National Coordinating Of Farmers Association the Gambia (NACOFAG), Cadre National de Concertation des Organisations Paysannes et Producteurs agricoles de Guinée Bissau (CNCOCPA), Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP M), Farmers Union Network of Liberia (FUN L), Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles du Benin (PNOPPA B) et la CTOP.

Election du chef canton de Pagouda L'association Sublima International appelle au calme et au sens de la responsabilité

L'épineux problème de chefferie que connaît le Togo ne semble épargner aucun village et aucun canton. Bien souvent, le processus d'élection ou de reconnaissance de l'autorité est bloqué par des irrégularités ou par des manigances des groupes d'intérêts. C'est à en croire l'association Sublima International, le cas dans le canton de Pagouda où cette question crée des tensions depuis plusieurs années.

Dans une conférence de presse animée mercredi dernier à Lomé, le bureau exécutif de l'association Sublima International a dressé la situation qui prévaut dans le canton de Pagouda, qui n'a plus connu de chef élu depuis « plus de 09 ans ». Le processus d'élection initié en 2014, n'a pas non plus réussi à aboutir à la reconnaissance du chef élu. Trois candidats étaient alors candidats à ces élections. Il s'agissait des sieurs Kassem Ousabalo prosper, Kagniga Péwi Christophe et Pré Aurélien.

Notons qu'à ce jour il y aurait du flou autour de la consultation populaire. Selon l'association Sublima International, seul le procès verbal de cette consultation populaire qui à leur connaissance n'a été entachée d'aucune irrégularité pourrait départager les candidats.

Faute de consensus, l'affaire traîne depuis plusieurs années (3 ans) et les multiples réunions des cadres du milieu et des responsables du ministère en charge de l'administration territoriale et des



Les responsables de l'association Sublima International lors de la conférence

collectivités territoriales n'ont pas réussi à régler le problème. D'où la sortie mercredi dernier de l'association qui appelle au calme et au sens de la responsabilité des uns et des autres.

Sublima International est une association qui promeut la citoyenneté et le civisme en vue d'une bonne gouvernance en Afrique et dans le monde.

R. Zakari

Togo / Elevage Suite de la page 2

Des géniteurs de race améliorée pour booster la productivité des petits ruminants



Des techniciens d'élevage aux petits soins d'un bélier de race améliorée à Kolokopé. Photo Erick Kaglan_Bigstories

...Désespéré et confus quant à l'issue à donner à son activité, Yao Djitri se décide à se séparer de son bélier infertile. Il lui faut bien vivre de son élevage et subvenir aux besoins de sa famille. Mais à quoi bon garder un animal qui, depuis son achat, ne fait toujours pas ses preuves, se

demande-t-il. Yao Djitri en était avec ses interrogations quand arrive un projet qui lui redonnera le sourire.

En effet, grâce à l'appui du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest, financé par la Banque Mondiale, il a été installé à Kolokopé (200 km

de Lomé) un centre de production et de sélection de géniteurs de race améliorée. Piloté par l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) à travers le programme ovin-caprin, ce centre a permis à un projet complémentaire, le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) de mettre gratuitement à la disposition des familles d'éleveurs ruraux les plus démunis, dont celle de Yao Djitri, plus de 7.000 boucs et béliers de race améliorée. Une bouffée d'oxygène pour tous les bénéficiaires car, contrairement au bélier impuissant de Yao, ceux de race améliorée sont de bons géniteurs, croissent vite et sont très prolifiques.

'Avec 100 femelles qui mettent bas, vous pouvez avoir 140 petits. Ça veut dire que beaucoup d'animaux donnent des jumeaux. Ensuite les animaux croissent vite. Cela veut dire qu'un éleveur qui prend des animaux chez nous et qui s'en va mettre dans son troupeau, améliore en même temps la croissance des petits, et le nombre de petits qu'il obtient à l'agnelage', explique Bassowa Habré, chef national du

programme ovin-caprin.

Désormais propriétaire d'un nouveau bélier, notre éleveur d'Agou Gadjawoukpé ne peut que se réjouir.

'Je l'appellerai +Azonko+ (ouf de soulagement). J'ai enfin trouvé ce que je voulais. Mes rêves d'éleveur vont enfin se réaliser avec ce bélier et je ferai de grands bénéfices s'il plaît à Dieu. Regardez ! Il est bien dodu, il pourra monter les femelles comme je veux', dit-il, confiant que son cheptel s'agrandira dans quelques mois.

Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) financé par la Banque Mondiale porte ainsi déjà des fruits au Togo ; un pays où près de 2 habitants sur 100 dans la population active agricole, vivent de l'élevage. Une activité qui contribue pour au moins 16% au PIB agricole et environ 7% au PIB national et dont la rentabilité a plus que doublé en moins de deux décennies.

Rodolph Tomegah/Emile Sanvee/Yves Afedo/Erick Kaglan/BIGSTORIES



SCHOOL ASSUR[®]

JE SUIS ÉCOLIER OU ÉLÈVE, JE SUIS ASSURÉ